



COMMUNIQUÉ – 5 juin 2018

## Les professionnels du DSU attendent le rendez-vous présidentiel de juillet et sont prêts à contribuer à la réflexion

---

Lutte contre les discriminations, « smart » quartiers, innovation sociale, réussite éducative, développement communautaire, initiative citoyenne, marketing territorial etc. La communauté professionnelle du Développement Social et Urbain a une nouvelle fois fait la démonstration de sa capacité à se réinterroger, renouvelant sans cesse ses pratiques. En effet, les journées nationales de l'IRDSU témoignent que **cette politique publique ne cesse d'évoluer et est bel et bien ouverte au changement**, contrairement à ce que peuvent laisser penser certaines analyses hors sol.

Nous, professionnels du DSU, réunis les 31 mai et 1<sup>er</sup> juin à Grenoble nous réjouissons que la politique de la ville occupe le devant de la scène politique indépendamment d'une actualité spécifique ou d'un fait divers tragique. Discours de Tourcoing, concertation nationale, Pacte de Dijon, Etats Généraux, rapport Borloo, « non discours » mais allocution présidentielle du 22 mai, tout ce qui est de nature à faire progresser cette politique publique est à saluer.

Si nous regrettons la place mineure qui nous a été faite dans le dispositif de concertation, nous sommes **disposés à contribuer aux réflexions gouvernementales pour peu que celles-ci associent toutes les parties prenantes**, condition sine qua non et gage de succès de toute initiative sérieuse et ambitieuse en la matière. Entre autres, acteurs de terrain, à l'interface des pouvoirs publics, des habitants dont il ne faut pas minorer le pouvoir d'agir et des associations, le positionnement des professionnels nous confère un statut particulier, propice à l'analyse et à la compréhension des logiques à l'œuvre.

En effet, nous invitons à **ne pas opposer les acteurs entre eux, ainsi que les territoires**. Le recours à la formule a tendance à exprimer mépris et disqualification là où **la situation appelle une mobilisation de toutes les forces vives**. Et l'objectif de rééquilibrage entre le rural et l'urbain **ne doit pas se faire au détriment de ce dernier**. D'ailleurs, la qualité de l'ingénierie et l'expertise reconnue de la politique de la ville, développée depuis 40 ans, peut s'émanciper de ses périmètres et bénéficier aux

territoires qui en sont dépourvus. Nous sommes prêts à contribuer à toute réflexion allant dans ce sens.

Nous avons entendu que l'intervention élyséenne du mois de mai n'était pas la feuille de route que nous attendions et **que rendez-vous nous était fixé à juillet**. Nous avons aussi entendu qu'un Conseil Interministériel des Villes était prévu avec des annonces concrètes concernant la mobilisation du droit commun. Nous **attendrons donc ce moment pour exprimer notre point de vue sur les mesures annoncées**.

Enfin, nous ne croyons pas qu'une dissolution de cette politique publique au bénéfice d'un recours au droit commun renforcé soit possible **aujourd'hui**. Nous nous **opposons donc fermement à toute décision remettant en cause les crédits spécifiques qui actuellement sont les seuls à garantir un fléchage et une attention pour des territoires nécessitant une approche particulière** de par leur fonction sociale d'accueil des classes populaires. Et dans cette entreprise de réforme engagée par l'exécutif, faisant référence à une méthode et une philosophie nouvelle dont nous attendons l'explicitation concrète, nous **adressons une vigilance particulière à ne pas déconstruire ce qui a mis des années à se construire et qui reste fragile**. En effet, nous continuons de défendre ce qui pour nous reste le cadre de référence pour conduire le changement de tout territoire, à savoir ***le projet de territoire durable, participatif et solidaire***.

Quant à la plus-value d'une appréhension des enjeux de la politique de la ville à l'échelle intercommunale, nous avons été les premiers à la saluer (cf. l'enquête menée en 2017 par l'IRDSU : « *La recomposition de la politique de la ville à l'heure de la montée en puissance des intercommunalités* »). Mais la situation des quartiers mérite bien **une politique nationale dédiée conduite par un Etat garant d'une équité d'appropriation** de ces enjeux par un bloc local qui, sur quelques territoires, peine à les investir pleinement.

Enfin, appelant également de ses vœux la simplification du processus d'attribution des crédits politique de la ville de l'Etat via des appels à projets systématiques et la sécurisation de l'intervention des acteurs associatifs, l'IRDSU engage un travail de collecte nationale de propositions d'ici à l'été.

*Le Conseil d'Administration de l'IRDSU, le 5 juin 2018*

---

## **INTER-RESEAUX DES PROFESSIONNELS DU DEVELOPPEMENT SOCIAL URBAIN**

**L'Inter-Réseaux des professionnels du Développement Social Urbain réunit depuis 1997 des professionnels engagés pour le développement des quartiers et des villes de la Politique de la Ville.**

À travers une dizaine de réseaux locaux, des instances nationales, des groupes de travail et des plateformes partenariales, ils structurent des échanges, font valoir leur expertise pour promouvoir des projets de territoire durables participatifs et solidaires, défendre l'ingénierie et les métiers du développement territorial et peser dans le débat public.

### **Contacts presse :**

- **Khalid IDA-ALI** – Président de l'IRDSU - 06 04 59 10 30
- **Karine DUPUY** – Déléguée générale de l'IRDSU – 06 19 57 18 10

---

[www.irdsu.net](http://www.irdsu.net)